



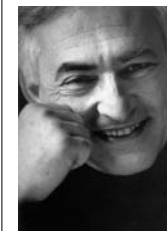
Raul Dufy, « Régates à Henley », 1930.

# Introduction

**J**e veux une société juste.

Or la France s'engage sur une pente inégalitaire, dangereuse pour son avenir. Les Français le ressentent profondément. En nombre toujours plus grand, nos concitoyens assurent que les inégalités augmentent, que le tissu social se déchire, que la France n'arrive plus à « faire société ». Le sondage commandé par la Fondation Jean-Jaurès en apporte une preuve éclatante. 81 % des Français ont le sentiment qu'au cours des dernières années, les inégalités se sont aggravées en France ; la moitié estime même qu'elles se sont fortement aggravées.

Il y a ainsi une nouvelle question sociale, cruciale pour l'avenir de la France et, plus largement, de toute l'Europe. L'égalité, la justice sociale, sont en effet



**Dominique Strauss-Kahn**  
*Député, ancien ministre  
de l'Économie, des Finances  
et de l'Industrie, président  
du Conseil d'orientation  
scientifique de la Fondation.*

au cœur du modèle de société français et européen : il présente un équilibre particulier entre liberté et cohésion sociale, entre croissance et redistribution, entre marché et Etat-providence. Dès lors, un creusement massif des inégalités marquerait la mort de notre modèle, l'alignement sur le modèle néolibéral américain, porté par la mondialisation.

Une telle évolution marquerait également l'échec du socialisme. Le programme de justice sociale est, depuis deux siècles, porté par la gauche ; il est le fondement premier de notre identité socialiste. Le développement d'une société inégalitaire est incompatible avec nos valeurs.

Le lien si souvent affirmé entre socialisme, justice sociale et égalité, Léon Blum le résumait ainsi au lendemain de la Libération : « Maintenir et développer les droits de la personne humaine, au sein d'une société toute entière conçue et organisée pour le bien collectif, c'est la formule même du socialisme. C'est ce qui est contenu dans ces deux mots de social-démocratie qui n'ont pas été rapprochés par hasard. C'est la synthèse que Jaurès, durant toute sa vie, a essayé de réaliser entre les notions fondamentales du marxisme et les vieux principes de la révolution de 1789. » Cette synthèse, il la fondait sur la justice sociale, « l'élimination progressive des privilèges héréditaires créés par le capitalisme » et « l'instauration d'une société où les inégalités naturelles ne seraient surchargées d'aucune inégalité supplémentaire. »

Ainsi, derrière cette notion de justice sociale, les socialistes ont toujours voulu lutter contre deux mécanismes différents qui se cumulent : la reproduction sociale des privilèges d'une part, qui crée des inégalités de chances ; et l'exploitation économique d'autre part, qui entraîne des inégalités de conditions.

Dans l'histoire politique de notre pays, la lutte contre les inégalités a toujours été une des données du clivage entre la droite et la

gauche. L'égalité des citoyens devant la loi, l'égalité des droits politiques, sont un héritage de la Révolution française et de la gauche républicaine du XIX<sup>ème</sup> siècle. Mais le sens historique du socialisme a toujours été d'aller au-delà de cette première égalité. Parce qu'elle suppose, à tort, que les individus sont égaux et, qu'en offrant à tous les mêmes droits, tout sera résolu, cette égalité formelle ne s'attaque pas aux sources mêmes de l'exploitation et de la reproduction des privilèges. La République a proclamé l'égalité. Il restait, et il reste encore, à la réaliser.

“ Les socialistes ont toujours lutté contre deux mécanismes différents qui se cumulent : la reproduction sociale des privilèges, qui crée des inégalités de chances ; et l'exploitation économique, qui entraîne des inégalités de conditions. ”

Ce combat a commencé avec les origines mêmes du socialisme. Il s'est inlassablement poursuivi au gré des mutations du capitalisme. Dans *l'Armée nouvelle*, Jaurès décrivait ces évolutions constantes, « la fougue révolutionnaire du profit, sa mobilité ardente et brutale ». Il y voyait un facteur d'inégalités sans cesse renouvelées. Elles expliquent les métamorphoses successives de la question sociale, et la nécessité, pour le socialisme, d'inventer des instruments nouveaux.

La première vague a traversé tout le XIX<sup>ème</sup> siècle. Dans les années 1830, le socialisme politique et la question sociale sont nés en même temps d'une révolte contre les conditions de vie misérables imposées par le capitalisme industriel. Ils se sont structurés simultanément dans les années 1880-1890, quand la question ouvrière a commencé d'occuper les esprits et que le socialisme a été fortement influencé par le marxisme.

A ce moment, la gauche a constaté que l'égalité des droits politiques ne suffisait pas à abolir la distance sociale, ni à faire reculer la misère. La formule de Marx dénonçant l'égalité purement formelle est restée célèbre : « Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal ». Parce que ces « nouvelles » inégalités étaient

la conséquence d'une accumulation de capital beaucoup plus intense qu'auparavant, les revendications se sont concentrées au sein de l'entreprise, autour des droits du travail. C'est le temps des conflits sociaux les plus violents. Cette première question sociale a inventé le syndicalisme, le Droit du travail et les premiers essais d'assurance sociale.

La seconde vague du socialisme s'est formée au tournant des années 1930 et de la seconde guerre mondiale. Elle reposait sur un sentiment fort : l'absence de cohésion sociale, le caractère insupportable des inégalités de revenus engendrées par le capitalisme, l'insécurité sociale liée à l'inexistence de toute protection autre que le statut professionnel – et qui laissaient démunis les chômeurs, les malades, les personnes âgées –, contribuaient à la crise de l'Europe et risquaient d'aboutir à la destruction de la civilisation européenne. C'est pourquoi la génération du Front populaire, puis celle issue de la Résistance, n'eurent de cesse de relever le défi de l'élargissement de la protection sociale à l'ensemble de la population. L'objectif était celui d'une démocratie sociale vraiment universelle, orientée vers la réduction de l'insécurité sociale, la protection de tous les Français face aux risques de la vie, un niveau d'inégalités rendu supportable par la redistribution fiscale des richesses.

Ce que les socialistes français ont eu alors en vue, comme les travaillistes et les sociaux démocrates en Europe sous d'autres formes, a été la définition de garanties collectives permettant le plein exercice des droits individuels.

\* \* \*

Si la justice sociale est au cœur de notre modèle de société, si elle est constitutive de notre identité de socialistes, alors la réalité actuelle est inquiétante. Le diagnostic sur la France d'aujourd'hui, en effet, est sans appel : la machine inégalitaire s'est

remise en route. Les inégalités prolifèrent à grande vitesse en Europe. La France, grâce, notamment, à l'action du gouvernement de Lionel Jospin, a mieux résisté. C'est ce que pensent les Français, qui estiment à 51 % dans le sondage commandé par la Fondation Jean-Jaurès que les inégalités sont plus limitées en France. C'est ce que révèlent les statistiques : la part des 1 % les plus riches, qui représentait 19 % de la richesse nationale au début du XX<sup>ème</sup> siècle, est stable à 8-9 % depuis la fin des années 60. Mais derrière la stabilité des statistiques, les signes se multiplient qui tous indiquent que les causes à l'origine du creusement des inégalités en Europe sont également à l'œuvre, de manière souterraine, en France où les mutations du capitalisme entraînent un accroissement des inégalités des revenus avant impôt. L'Etat-providence a jusqu'ici contenu ces inégalités, mais sa capacité redistributive faiblit dangereusement, prise sous le feu croisé des attaques idéologiques du libéralisme, du vieillissement démographique et d'un déficit de croissance persistant de notre économie. Le risque est réel d'un emballement brutal des inégalités de revenus.

Surtout, au-delà des revenus, d'autres inégalités apparaissent avec force. Elles se résument en une formule : inégalités de destin, « inégalités des possibles » comme l'écrit Eric Maurin<sup>1</sup>. Elles correspondent à un changement de nature des inégalités : avec l'émergence d'une société plus individuelle privilégiant la réussite personnelle, avec le déclin des barrières de classe qui interdisaient ces trajectoires personnelles, avec la massification de l'éducation censée offrir à tous les moyens de cette réussite, les attentes sociales contemporaines se sont investies dans la promotion sociale – or ces attentes ont été dramatiquement déçues. Rarement

“ Si la justice sociale est au cœur de notre modèle de société, si elle est constitutive de notre identité de socialistes, alors la réalité actuelle est inquiétante : la part des 1 % les plus riches, qui représentait 19 % de la richesse nationale au début du XX<sup>e</sup> siècle, est stable à 8-9 % depuis la fin des années 60. ”

“ Au-delà des revenus, d'autres inégalités apparaissent avec force. Elles se résument en une formule : inégalités de destin, « inégalités des possibles » ”

“ Selon qu’il naît à Neuilly, Montrouge ou Vaux-en-Velin, un enfant bénéficiera ou non d’un entourage socio-familial porteur, d’un environnement urbain favorable, de moyens culturels épanouissants. Et ces inégalités de départ ne sont pas corrigées par l’Etat-providence. ”

la société française a été aussi peu favorable à la mobilité sociale. Rarement les inégalités de destin ont été aussi fortes.

Cette immobilité sociale a pour origine les inégalités de départ. Il y a une profonde inégalité des chances dans la société française, une inégalité des chances qui se répartit selon des clivages territoriaux. Selon qu’il naît à Neuilly, Montrouge ou Vaux-

en-Velin, un enfant bénéficiera ou non d’un entourage socio-familial porteur, d’un environnement urbain favorable, de moyens culturels épanouissants. Et ces inégalités de départ ne sont pas corrigées par l’Etat-providence. Celui-ci repose sur une logique de la réparation, de la correction des inégalités *a posteriori* : il prend mal en compte les inégalités de départ et tend même parfois à les légitimer, voire à les aggraver. Dès lors, les inégalités de départ se commuent en inégalités de destin. La société française se fragmente en territoires clos, aux destins divergents : l’exclusion et la précarité pour les habitants des banlieues défavorisées ; la « smicardisation » pour les classes populaires des territoires péri-urbains ; la réussite personnelle pour les cadres et les ingénieurs des territoires « gentrifiés »<sup>2</sup>. Les nouvelles inégalités ne sont donc plus seulement « quantitatives », comme les inégalités de revenus ; elles marquent un changement de nature : elles s’attaquent au lien social, à ce qui « fait société ». Le « vivre ensemble » de notre communauté nationale se désagrège.

\* \* \*

Répondre au défi inégalitaire est une nécessité pour la gauche, porteuse de ce combat pour la justice sociale. C’est à cette ambition que je veux m’atteler. J’en ai la conviction, la lutte contre les inégalités sera le grand chantier de la gauche de demain.

Pour garantir une société juste, nous, socialistes, devons accepter de revisiter notre corpus idéologique : le capitalisme a évolué, la société aussi, les inégalités qu’ils secrètent ont changé de nature, nous devons dès lors adapter nos instruments d’action à cette nouvelle réalité contemporaine. Nous devons penser une social-démocratie moderne. Pour cela, je propose un changement de paradigme : compléter la logique de la réparation, propre à la social-démocratie traditionnelle, par une logique de prévention des inégalités sociales, à même de garantir une égalité de destins.

“ Nous devons compléter la logique de la réparation, propre à la social-démocratie traditionnelle, par une logique de prévention des inégalités sociales, à même de garantir une égalité de destins. ”

Il ne s’agit pas, bien sûr, d’abandonner le modèle de la réparation. Les filets de sécurité déployés par l’Etat-providence sont d’autant plus nécessaires que s’accroissent les inégalités engendrées par le marché. J’en appelle même au renforcement de la social-démocratie traditionnelle, ce que je nomme le « socialisme de la redistribution ». Comme la capacité distributive de l’Etat-providence atteint ses limites, la priorité est de penser une réforme globale du système fiscal et social, pour le rendre plus redistributif et plus efficace.

Mais nous ne pouvons plus nous contenter de regarder passivement le marché créer des inégalités et tenter de les corriger après coup. Car les inégalités de marché s’accroissent trop vite, elles ne sont plus acceptables psychologiquement, elles sont de plus en plus difficiles à corriger *a posteriori*. Au nom d’une certaine nostalgie révolutionnaire, nous, socialistes, avons historiquement hésité à réguler le capitalisme : en l’améliorant, en le rendant plus juste et plus humain, ne risquons-nous pas de sauvegarder le système que nous combattons ? Les avancées de la régulation ont souvent été le fait des syndicats, pas des partis politiques de gauche. Il nous faut désormais retourner vers le monde de la production et attaquer les inégalités là où elles se créent, c’est-à-dire au sein même



du système productif : c'est le « socialisme de la production », pour lequel je milite depuis quelques temps déjà. Plusieurs pistes en découlent : la démocratie sociale, la régulation des licenciements économiques, la sécurisation des parcours professionnels, la législation sur les accidents du travail.

Intervenir au sein du système de productif pour limiter les inégalités ne suffit pas. Le marché n'est pas la seule source des tensions inégalitaires contemporaines, la société en est une autre : les nouvelles inégalités sont des inégalités de départ, qui se cristallisent autour du territoire où l'on naît. D'une certaine manière, la machine capitaliste traduit et aggrave les inégalités de départ en termes de réussite financière et professionnelle, donc en termes de destins individuels. Pour renouer avec une égalité réelle des chances, je propose de construire un nouveau socialisme, le « socialisme de l'émancipation ». Il aura pour objectif à la fois d'intégrer les exclus dans la communauté nationale et d'assurer la promotion sociale des classes populaires. Il suppose une évolution sensible de la pensée socialiste : passer de la compensation en aval des inégalités – la logique de l'État-providence – à une logique de correction en amont ; promouvoir une égalité réelle en renonçant à l'égalitarisme formel, pour concentrer les moyens publics sur ceux qui en ont le plus besoin, donner plus de capital public à ceux qui ont moins de capital social<sup>3</sup>. C'est un grand retour aux services publics que je propose : le socialisme de l'émancipation passe par des réformes novatrices en matière d'éducation, de logement, d'urbanisme, de santé.

C'est par cette triple action que nous pourrions contenir la machine inégalitaire à l'œuvre aujourd'hui, que nous pourrions garantir une société juste. Mais ces trois socialismes ont un coût : pour les financer, nous avons besoin du moteur de la croissance économique. Ils ont également besoin d'un levier : face à l'affaiblissement du levier étatique dans le contexte de la mondialisation, il nous faut construire l'Europe politique. La croissance et l'Europe ne sont pas ici l'objet principal de mon propos, mais il faut les garder à l'esprit

pour ne pas perdre le contact avec la réalité financière et budgétaire.

Socialisme de la distribution, socialisme de la production, socialisme de l'émancipation : ce sont les trois piliers de la social-démocratie moderne telle que je l'envisage. Cette adaptation constante aux mutations du monde, notre histoire politique a prouvé que nous en étions capables. Le faire, c'est rester fidèle à notre tradition. Pierre Mendès-France, comme d'autres, insistait souvent sur cette idée d'adaptation de nos instruments d'action pour atteindre nos objectifs intemporels de justice sociale et d'égalité. De nouvelles formes d'exploitation apparaissent qu'il faut combattre. D'autres Bastille s'érigent qui doivent ouvrir leurs portes. « Ne pas comprendre cela, écrivait-il en 1968, c'est enfermer les hommes d'aujourd'hui dans la société du silence et de l'exploitation, une société sans horizon, une société sans espoir. »<sup>4</sup>

Ces trois socialismes montrent que le réformisme de gauche n'est pas condamné à l'accompagnement social du libéralisme, qu'il peut être un « réformisme radical ». Oui, la politique a encore du sens. Oui, un autre monde est possible : il ne passe pas par les vaines espérances d'un mytique « grand soir », il ne se dissout pas dans le nihilisme de la contestation systématique. Oui, nous pouvons encore changer la vie. Telle est ma conviction, ma volonté, mon ambition. ❁

“ Oui, la politique a encore du sens. Oui, un autre monde est possible : il ne passe pas par les vaines espérances d'un mytique « grand soir », il ne se dissout pas dans le nihilisme de la contestation systématique. Oui, nous pouvons encore changer la vie. Telle est ma conviction, ma volonté, mon ambition.”